

*Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 1

Vienne, 5 janvier 1921

De différents côtés des nouvelles alarmantes nous parviennent sur le danger bolchevique qui menace actuellement l'Europe. L'on peut se demander, il est vrai, si l'Allemagne n'a pas un intérêt à exagérer ce danger afin d'engager l'Entente à modérer ses exigences en matière de désarmement, mais, même en tenant compte de cette circonstance, on ne saurait nier que les informations provenant d'autres sources corroborent généralement les informations venant d'Allemagne.

Un officier allemand, tenant il est vrai de près au groupe Ludendorff, a été chargé d'une mission en Pologne pour se rendre compte de la situation sur place. Comme il est beau-frère d'un général anglais délégué à Varsovie il paraît particulièrement qualifié pour recueillir des renseignements impartiaux. D'après lui, les préparatifs des Russes ne feraient aucun doute et l'armée polonaise ne serait malheureusement guère en état de leur tenir tête. Le général anglais serait très peu édifié sur la valeur militaire de cette armée; les succès qu'elle a remportés devant Varsovie seraient dus principalement à la désorganisation de l'armée bolcheviste qui, ayant avancé trop rapidement, se serait trouvée soudain privée de tout ravitaillement en vivres et en munitions. D'un autre côté on me dit que les centaines

d'avions français envoyés en Pologne auraient aussi contribué dans une large mesure à la défaite des Russes qui sont mal montés pour la guerre aérienne et se seraient trouvés exposés, presque sans moyens de défense contre cette arme spéciale, au feu nourri des mitrailleuses et aux bombes des avions de combat français. Un autre informateur me dit que la Pologne aurait ordonné une nouvelle mobilisation, mais que les hommes ne rejoignent pas leurs corps. D'après tous les renseignements qui me parviennent, l'armée tchécoslovaque n'offrirait aucune garantie contre l'avance des Bolcheviques; de plus on est persuadé que le communisme a fait de tels progrès en Tchécoslovaquie qu'à l'apparition des armées moscovites le pays serait immédiatement livré à la révolution et au régime de Lénine. En ce qui concerne la Roumanie, les avis sont partagés; on attend également une attaque de ce côté-là et la situation intérieure du royaume n'est pas sans donner des inquiétudes; cependant il y a des personnes qui considèrent l'armée roumaine comme encore assez forte et disciplinée pour offrir une résistance sérieuse.

L'Autriche ne serait pas en mesure de s'opposer à une avance des armées russes après qu'elles auraient bousculé les Polonais, les Tchèques et peut-être les Roumains. Les 30 000 hommes de la «Wehrmacht» comptent d'autant moins que cette force a été formée encore sous le régime socialiste et est considérée, avec raison, comme une garde rouge, sans valeur militaire et plus disposée à joindre les Bolcheviques qu'à les combattre. Le Ministre de la Guerre actuel cherche bien à amoindrir ce danger, mais il ne peut procéder qu'avec beaucoup de prudence et est entouré d'espions (il me l'a dit lui-même) qui surveillent ses moindres faits et gestes. Ce ne serait qu'à la frontière du Tyrol qu'une résistance sérieuse pourrait commencer.

Seule la Hongrie semble capable de se battre. Mais ses ressources sont limitées et si les puissances de l'Entente (sous l'influence première des Tchèques, Yougoslaves etc.) réduisent encore sa force militaire, il lui sera difficile de s'opposer avec avantage aux hordes venant de Russie. On est tenté de croire, il est vrai, parmi les Hongrois, que lorsque le danger bolchevique sera devenu encore plus imminent, l'Entente viendra (comme elle doit l'avoir fait l'été dernier) supplier les Hongrois de sauver la civilisation européenne et se montrera prête à toutes les concessions, voire même au retour des Habsbourg. Les monarchistes hongrois seraient toutefois décidés à se laisser prier et à ne céder que contre de très sérieuses garanties.

En Allemagne enfin, selon l'officier dont je vous parlais plus haut, les extrémistes de gauche auraient fait de très sérieux préparatifs pour accueillir leurs frères de Moscou. Une armée rouge serait prête à occuper une ligne: bassin de la Ruhr-Halle-frontière de Pologne et à faire cause commune avec les Bolcheviques; l'Allemagne du Nord serait une proie facile pour ces armées combinées; ce ne serait que dans les pays de l'Allemagne du Sud qu'une sérieuse résistance armée commencerait. Les «Heimwehren» bavaroises se battraient bien, croit-on, mais elles manquent d'artillerie et n'ont que 50 cartouches par fusil. La Suisse risquerait donc de se trouver exposée à une attaque convergente venant du Nord et de l'Est à la fois. Je pense en effet que, comme moi, vous ne vous faites aucune illusion sur le respect que notre neutralité aurait à attendre de la part des amis de MM. Platten, Welti et consorts. Ce danger entraînerait naturellement un autre, celui d'une alliance imposée par nos voisins de l'ouest et l'établissement du théâtre de la guerre sur notre territoire!

Le Ministre d'Allemagne, avec lequel je me suis entretenu de cette situation, a toujours été plutôt pessimiste et l'est encore. Il considère l'attaque russe comme une nécessité pour le Gouvernement bolchevique obligé d'occuper son armée pour la nourrir et pour l'empêcher de se tourner contre lui. Il ne croit pas qu'en Allemagne une armée rouge proprement dite soit d'ores et déjà organisée de manière à pouvoir entrer en ligne immédiatement, mais il est persuadé qu'une certaine organisation existe et se complèterait rapidement en cas de besoin. M. de Rosenberg craint, lui aussi, que si les Russes réussissent à passer sur le ventre des Polonais, l'Allemagne du Nord risque fort d'être entraînée dans le tourbillon si l'Entente ne lui laisse aucune force militaire à opposer aux Russes et aux ennemis de l'intérieur; il insiste d'une manière toute spéciale sur les dangers que courrait la Suisse en cas d'une invasion de l'Allemagne par les troupes de Lénine auxquelles se joindraient les communistes allemands; il insiste peut-être même un peu trop sur ce point pour ne pas me faire me méfier un peu et supposer que cette insistance a pour but de nous amener à agir sur la France pour que celle-ci se montre plus coulante dans la question du désarmement. Mais quoiqu'il en soit de ce dernier point je n'en suis pas moins persuadé que le danger existe et est sérieux; on le dit même imminent parce que, si les Russes veulent entreprendre une offensive ils seront obligés de la faire aussi longtemps que les vastes marécages qui s'étendent sur une partie de la frontière seront gelés et les routes qui les traversent praticables pour la grosse artillerie et les trains lourds. Autrement il leur faudrait laisser passer le dégel et attendre l'été et la sécheresse.

En ce qui concerne l'attitude du groupe Ludendorff, aussi bien l'officier susmentionné, qui lui appartient, que le Ministre d'Allemagne nous ont assuré de la manière la plus formelle que Ludendorf ne songe pas à faire cause commune avec les Bolcheviques ainsi que certains l'ont prétendu; le général n'aurait en vue que le maintien de l'ordre et d'un régime de gouvernement acceptable; il ne songerait pas davantage à une restauration monarchique quelconque. Il y aurait bien, parmi les chauvins d'extrême-droite, quelques énergumènes qui accepteraient une campagne de revanche contre la France au prix d'une alliance avec Lénine, mais ils sont peu nombreux et sans influence. On se rend compte en Allemagne que, après 25 ans, la Russie pourra s'être remise des pertes infligées par le régime de Lénine tandis que l'instrument de précision qu'est l'Allemagne industrialisée serait ruiné pour un siècle au moins si l'Allemagne se jetait dans les bras du bolchevisme.

Ici, les membres du Gouvernement sont très découragés à la suite de la crise économique et financière qui menace l'Etat dans ses fondements et donne beau jeu aux socialistes; ils sont tellement absorbés par la menace des dangers internes et immédiats qu'ils perdent de vue la politique générale de l'Europe, le danger russe et toutes les conséquences qui s'en suivent. Je me trouvais avant-hier à un dîner intime de cinq personnes avec le ministre qui réunit dans sa main les Départements de l'Intérieur et de la Guerre. Je n'ai pas été peu surpris de trouver qu'il ne savait rien de ce qui se passait en Russie et ne semblait pas s'en être informé. Mes questions lui firent dire qu'il allait immédiatement s'informer auprès de son préfet de police qui certainement serait au courant. Comme j'ai d'excellents rapports personnels avec ce ministre, rapports qui datent de plusieurs années et comme il est un adversaire ardent de tout ce qui est communiste, bolchevique ou lui ressemble de loin, je n'ai aucune raison de croire qu'il n'ait pas voulu me renseigner.

Je me rends bien compte que le présent rapport pourra vous paraître trop alarmant, mais je considère comme de mon devoir de vous rendre attentif aux rumeurs qui nous parviennent dans ce poste avancé vers l'Orient; il est peut-être regrettable que nous n'ayons encore aucun agent diplomatique, notamment en Pologne, qui soit en mesure de contrôler de plus près les renseignements qui nous parviennent.

La situation du Gouvernement actuel est, comme je viens de le dire, des plus précaire; s'il ne reçoit pas aide et protection de l'étranger, c. à d. de l'Entente il ne pourra plus fonctionner faute de moyens d'existence et risque de devoir faire place au chaos; car il n'est pas certain que les socialistes, s'ils devaient prendre le pouvoir, seraient à même d'établir un gouvernement d'ordre. Ce danger est imminent, il peut devenir aigu d'un moment à l'autre; on parle du 15 janvier ou du mois de février. C'est pourquoi, ainsi que je vous l'ai écrit déjà, différents ministres et hauts fonctionnaires m'ont prié de signaler de mon côté aux représentants de l'Entente ce danger qui vient s'ajouter au danger bolcheviste menaçant de l'extérieur. C'est aussi cette situation qui a amené une démarche directe du Chancelier fédéral et d'autres ministres auprès de M. Lefèvre-Pontalis, Ministre de France. D'après les journaux on semble commencer, en France et en Angleterre, à se rendre compte de l'urgence d'une action de secours, mais, ainsi que l'a dit hier le Chancelier, aucun résultat effectif n'a encore été atteint, et pourtant le temps presse.

Dans certains milieux on entrevoit d'ailleurs aussi la possibilité du remplacement du ministère actuel par un Gouvernement de fonctionnaires avec le préfet de police Schober à sa tête, soit la combinaison qui avait déjà failli aboutir il y a quelques semaines. Dans ce ministère, le Département des Affaires Etrangères reviendrait probablement à mon ami le Dr. Glanz, actuellement ministre de l'Intérieur et de la Guerre. Mais j'ai peine à croire à cette solution parce que je doute que Schober soit assuré de l'appui des socialistes et il ne prendra certainement pas les rênes en main s'il risque de se heurter, dès le début, à l'opposition d'un des plus puissants partis. Si les socialistes acceptaient Schober ce serait parce qu'ils ne se sentent pas en force suffisante pour gouverner eux-mêmes et que la majorité du parti et la plupart de ses chefs ne sont pas communistes et craindraient de devoir laisser, après s'être chargés du pouvoir, une influence trop grande aux extrémistes partisans d'une révolutions bolcheviste.

En Hongrie on a pris en assez mauvaise part la solution donnée à la question des territoires hongrois cédés à l'Autriche en vertu des traités de St-Germain et de Trianon. On espérait pouvoir s'entendre avec le Gouvernement chrétien-social de Vienne, obtenir des concessions importantes sous forme de rectifications de frontière et pouvoir soumettre en général la question de la cession à un plébiscite. On n'est pas loin d'accuser le Chancelier Mayr de manque de loyauté en ayant fait décider la remise des territoires cédés entre les mains de la commission interalliée pour être remis, sans doute intégralement, par celle-ci à l'Autriche. Je ne suis pas sûr que M. Mayr n'ait pas laissé naître certains espoirs chez les Hongrois; on me dit que la solution intervenue serait moins son œuvre que celle de M. Eichhoff, Ministre d'Autriche à Paris. Le Dr. Gratz, Ministre de Hongrie à Vienne, a fait entendre que cette solution serait d'autant plus regrettable que les Autrichiens ne couraient aucun risque en admettant le plébiscite parce que le vote leur aurait été favorable

et qu'ils auraient, par ce beau geste, contribué à affermir les relations entre les deux pays. Au contraire, maintenant, il y a un froid dont le premier résultat est de retarder la ratification, par la Hongrie, du traité de commerce récemment conclu. Naturellement les socialistes, adversaires de la Hongrie royaliste, ne sont pas fâchés de ce rafraîchissement des relations; quant aux pangermanistes, ils se réjouissent de recueillir quelques milliers de nationaux, mais, il y a aussi des gens parmi eux, entre autres l'un des plus chauvins de leurs chefs, M. Teuffel, qui regrettent l'abandon du plébiscite, parce que cela les prive de l'argument du droit de libre disposition des peuples qu'ils invoquent, par exemple, à l'égard de la Bohême allemande. Le Chancelier Mayr a fait remarquer hier à la commission des Affaires étrangères que les élections au «Landtag» de la nouvelle province ratifieraient certainement la cession; il veut donc faire croire à une espèce de sanction populaire; mais que fera-t-il si ces élections sont favorables à la Hongrie?

A Budapest on a renoncé à résoudre pour le moment la question monarchique; on m'assure de nouveau que les chances du prétendant légitime sont les plus grandes et que, si l'on voulait, on pourrait dans six semaines acclamer le roi Charles dans sa capitale.¹ Mais on a cru devoir tenir compte de l'opposition venant de l'étranger et attendre des temps meilleurs sur lesquels on semble compter avec pleine confiance.

Le nouveau Ministère Teleki est encore sans titulaire pour le Département des Affaires étrangères, mais dès le début le Dr. Gratz, Ministre à Vienne, a été désigné comme futur chef de ce Département. M. Gratz aurait préféré rester à Vienne, mais il m'a dit lui-même l'autre jour qu'il craignait de ne pas pouvoir se soustraire à l'appel et que, d'ici une quinzaine, il serait probablement à Budapest. Je regretterai son départ de Vienne, car depuis des années, depuis le temps où il était chef de section au Ballplatz, j'entretenais avec lui les meilleures relations. C'est un homme d'une haute intelligence, très fin et habile, mais parfaitement sûr et bien disposé pour la Suisse.

7 janvier

J'ai rencontré hier dans le monde M. Lefèvre-Pontalis, Ministre de France et ai eu une longue conversation avec lui sur la situation politique. Il est malheureusement, lui aussi, sous l'impression que les Russes pourraient bien tenter une offensive vers l'ouest dans un avenir peu éloigné. Sans oser afficher un manque absolu de confiance dans la force de résistance des Polonais il m'a cependant donné à entendre que la politique de l'Angleterre et de l'Italie rendait moins efficace l'appui que la France serait disposée à accorder à ses amis de Varsovie. La situation de l'armée roumaine est rendue précaire par l'état déplorable des lignes de chemins de fer et le manque de locomotives et de matériel roulant. Les lignes qui relient la Roumanie à la Pologne sont à peu près inutilisables. Quant aux Tchèques, mon collègue n'en pense pas beaucoup de bien. De même que, lors de l'offensive russe de l'été dernier, ils seront prêts à se jeter dans les bras des Bolcheviques dès leur apparition à la frontière; les Tchèques plaçant ainsi leurs sympathies ethniques au-dessus de l'intérêt général de l'Europe.

En ce qui concerne la situation intérieure de l'Autriche le Ministre de France la considère comme dépendant en première ligne du règlement des questions finan-

1. Cf. *table méthodique, rubrique VI: l'affaire du Roi Charles de Habsbourg.*

cières pendantes; il ne voit pas la possibilité d'accorder des crédits de quelque importance avant que la liquidation de la Banque d'Autriche-Hongrie ne soit en bonne voie et qu'une banque d'émission nouvelle ne soit créée. (Mais précisément pour fonder une nouvelle banque solvable et capable de remplir son rôle, il faut des crédits; cela semble avoir échappé à M. Lefèvre-Pontalis). En attendant il faut permettre à l'Autriche de vivoter et mon collègue croit qu'on l'y aidera car des mois se passeront avant que le système financier puisse être consolidé. — Mais sera-t-il possible à l'Autriche de végéter encore aussi longtemps sans aide sérieuse? Les représentants de l'Entente ont quelque espoir dans la conférence économique avec les Etats successoraux qui doit s'ouvrir dans quelques jours à Karlsbad; mais, avec le temps, on devient toujours plus sceptique à l'égard de toutes ces conférences qui n'aboutissent à aucun résultat pratique. La même observation s'applique au délégué spécial que, d'après les journaux, la France va envoyer à Vienne pour examiner la situation. Depuis des mois la commission des réparations examine cette situation, Sir William Goode, son président a fait un rapport circonstancié et formulé des propositions, et maintenant on recommence la même manœuvre! Je me réserve d'ailleurs de revenir, dans un rapport spécial, sur ces questions économiques.² — J'ajoute que, sur le Conseil du Ministre de France, le Chancelier Mayr vient de faire une démarche auprès des Ministres de Grande-Bretagne et d'Italie pour implorer leur aide en vue de sauver le pays et le Gouvernement.

On dit que les employés de l'Etat menacent de se mettre en grève, si d'ici au 15 janvier leurs traitements ne sont pas augmentés sensiblement. Or l'augmentation demandée entraînerait une dépense de 4 Milliards et les caisses de l'Etat sont vides: l'impression de nouveaux billets de banque ne ferait qu'amener une nouvelle hausse des prix. D'autre part la commission des réparations doit, dit-on, s'opposer en général à l'émission de nouveaux billets par la Banque d'Autriche-Hongrie puisque celle-ci se trouve en liquidation. Donc que faire? — Si le Gouvernement démissionne, ce ne sera pas une solution, mais il n'a pas de majorité et est à la merci du parti pangermaniste qui n'a en vue que le rattachement à l'Allemagne et croit peut-être y arriver par le gâchis. On me dit aujourd'hui que les socialistes s'arrangeraient peut-être d'un gouvernement de coalition comprenant des représentants de tous les partis. Je ne crois pour ma part à pareille condescendance que si les autres partis laissent aux socialistes les Ministères les plus importants au point de vue politique.

A mon grand regret je dois ajouter que le Ministre de Hongrie, rencontré ce matin, est tout aussi pessimiste que mes autres collègues au sujet des intentions agressives des bolcheviques qu'il attend à une date rapprochée.

2. *Non reproduit.*